

Perspectives

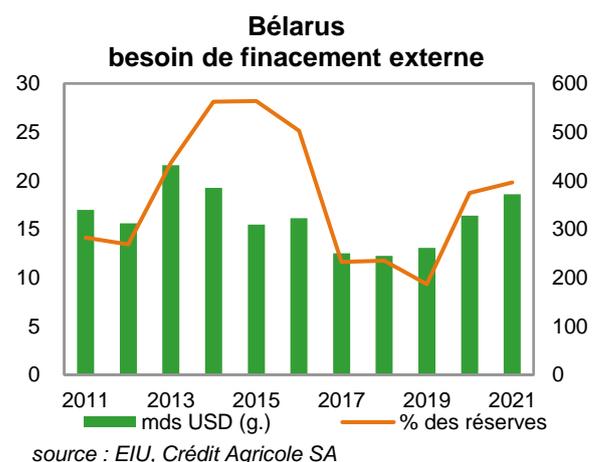
N°21/245 – 6 juillet 2021

BÉLARUS – Panne d'essence à Minsk

Les sanctions imposées par l'Union européenne, le Royaume-Uni et les États-Unis les 21 et 24 juin sur le Bélarus, suite au détournement d'un vol pour capturer un opposant politique du régime, sont à bien des égards historiques, car elles visent les sources de richesses essentielles du pays. En effet, **le souverain bélarusse est très dépendant des taxes imposées sur les exportations, notamment de produits pétroliers**. L'effet des sanctions va donc s'ajouter à celui de la crise : contraction certes faible du PIB (-0,9% du PIB), mais chute de la balance fiscale, qui passe d'un surplus de 1,5% à un déficit de 4,7% en 2020, puis 5,8% en 2021. En parallèle, la dette publique a augmenté de 7 points de pourcentage pour atteindre 48% du PIB en 2020 (quoique le chiffre total, en intégrant les garanties aux entreprises publiques, pourrait être beaucoup plus élevé). Les comptes externes, structurellement déficitaires, se sont maintenus de justesse grâce à la baisse de la demande interne, à +0,09% en 2020, et devraient enregistrer un léger déficit dès 2021 (-0,3%).

En ciblant la potasse (un engrais à base de potassium), le pétrole et ses dérivés, (10% des exports chacun, les principales exportations du pays) et le financement de l'économie, **les pays occidentaux ont voulu forcer le président Loukachenko à relâcher la pression politique, sous peine d'être à court de capitaux**. Dans le secteur pétrolier, les sanctions sont sévères : l'UE a interdit la signature de nouveaux contrats, coupant *de facto* le Bélarus du marché européen. En tout, l'UE représenterait 30% des exportations de pétrole et de ses dérivés. Pour la potasse, les sanctions ont été allégées, l'UE refusant de prendre en compte une catégorie comprenant 42% à 60% de potassium, qui représente 80% de la production de potasse du pays. Enfin, sur le plan financier, l'ajout des trois principales banques du pays est à noter, mais le souverain et la plupart des entreprises publiques étaient déjà coupés des financements européens fin 2020, après la répression brutale de manifestations anti-Loukachenko.

L'objectif est donc de couper les vivres, alors que le Bélarus a besoin de financements, notamment en devises, pour éviter une crise des liquidités. Le besoin de financement externe à court terme en 2021 est estimé à 18,5 milliards USD, soit 43% du PIB, et surtout presque 580% des réserves. Celles-ci ont fondu à 3,2 milliards en mai 2021 (couvrant un mois d'importations), alors que la Banque centrale tentait de soutenir le cours du rouble, qui s'est tout de même dévalué de 20% depuis janvier 2020, sous la pression combinée de la chute des prix du pétrole, du rouble russe, et de la prime politique associée aux manifestations et au détournement du vol. Même si Standard and Poor's estime la baisse des revenus liés aux sanctions entre 500 et 700 millions USD (2% à 3% des revenus des exportations de biens), cela met le pays en difficulté.



Le facteur qui retient le pays au bord du défaut est évidemment géopolitique ; Moscou, surtout, mais aussi la Chine, financent en large partie le régime. La dette publique est composée à 70% de prêts multilatéraux et bilatéraux. 38% des crédits proviennent de la Russie, 14% de la Chine, et 11% du fonds eurasiatique de développement et de stabilisation, un prêteur multilatéral dominé par Moscou. Le

Kremlin s'est donc précipité pour assurer son soutien à Loukachenko au lendemain des sanctions, confirmant qu'une deuxième tranche de 500 millions USD d'un prêt total de 1,5 milliard USD serait versée cette année. La Russie a aussi accepté de restructurer un prêt de 10 milliards USD lié au développement d'une centrale nucléaire, Astravets. Les liens militaires entre les deux pays se renforcent également. Les exercices annuels Zapad, programmés cette année du 10 au 16 septembre, semblent particulièrement importants en 2021 ; ils seraient une des raisons de l'arrivée d'une troupe de 100 000 Russes à la frontière ukrainienne en avril, dont seulement 10 000 seraient aujourd'hui repartis. Moscou est inquiet de l'effet de contagion que pourraient provoquer des contestations massives du régime, et s'assure donc de sa survie. Enfin, il y a un facteur stratégique profond : **le Bélarus fait partie de « l'étranger proche » de la Russie** et, à ce titre, sera défendu envers et contre tout par le Kremlin.

Dans les années à venir, alors que les sanctions pèsent sur la croissance et les comptes courants, Minsk devra donc compter sur Moscou pour le maintien de ses finances. Au lendemain des manifestations de 2020, le FMI a refusé d'accéder à la demande de Minsk d'un prêt d'urgence de 950 millions USD. De fait, **les sanctions européennes marquent la fin de plusieurs décennies de tolérance et l'affirmation d'une politique des droits de l'Homme, qui est en train de redéfinir les contours de l'alliance occidentale.**

Article publié le 2 juillet 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
05/07/2021	<u>La Chine célèbre les cent ans de la création du Parti communiste</u>	Asie
02/07/2021	<u>Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : des trajectoires tristement divergentes</u>	Monde
02/07/2021	<u>Monde – Scénario macro-économique 2021-2022 : prévisions économiques et financières</u>	Monde
02/07/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
01/07/2021	<u>Plans de relance nationaux - Espagne, une stratégie proactive</u>	Espagne
01/07/2021	<u>Covid-19 en Afrique sub-saharienne : les dangers de la troisième vague</u>	Emergents
30/06/2021	<u>Chine – Définir le "new normal"</u>	Chine
29/06/2021	<u>Italie – Politique italienne : l'heure des mariages et des divorces</u>	Italie
29/06/2021	<u>Plans de relance nationaux – Italie, le plan de la renaissance</u>	Italie
28/06/2021	<u>Moyen-Orient – Le risque politique ne s'améliore pas</u>	Emergents
25/06/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
24/06/2021	<u>Plans de relance nationaux - Allemagne, l'électrochoc budgétaire !</u>	Allemagne
24/06/2021	<u>Henry, Milan et les autres...</u>	Monde
23/06/2021	<u>L'OBSERVATOIRE financier des Entreprises Agroalimentaires</u>	Agroalimentaires
23/06/2021	<u>Brésil – Beaucoup de taux et d'inflation, un peu plus de croissance</u>	Brésil
23/06/2021	<u>Plans de relance nationaux - France Relance, un plan pour soutenir la croissance dans la durée</u>	France
21/06/2021	<u>Royaume-Uni – Un mois de mai riche en nouvelles "hawkish" outre-Manche</u>	Royaume-Uni
21/06/2021	<u>NGEU, le plan de relance européen – Une nouvelle politique économique</u>	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.